



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

**Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques**

**Service Gestion Police de
l'Eau**

Guichet Unique

Dossier suivi par :
Pierre Lavielle

Tél. : 05 59 80 87 18
Fax : 05 59 80 86 08

Réf. : **64-2020-00081**
Covid/SC-PL-SS/64

**Monsieur le Président
Syndicat du Bassin versant des Luys
Mairie d'Amou
40, place Saint Pierre**

40330 AMOU

Mèl : pierre.lavielle@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Objet : Dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Renforcement d'un enrochement existant sur environ 5 m au droit de la route communale de Fichous sur la commune de LOUVIGNY**
Accord travaux

Pau, le 27 avril 2020,

Monsieur le Président,

Par courrier en date du 23 avril 2020, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

Renforcement d'un enrochement existant sur environ 5 m au droit de la route communale de Fichous sur la commune de LOUVIGNY

dossier enregistré sous le numéro : **64-2020-00081**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'ai l'honneur de vous informer qu'après instruction, votre dossier est complet et régulier et que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors **vous pouvez commencer votre opération à réception du présent courrier et du récépissé ci-joints**.

Par ailleurs vous trouverez également le (ou les) arrêté(s) de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

Compte tenu du contexte lié à l'épidémie de covid19, les formalités relatives à la publicité de cette décision seront effectuées après la levée des mesures par le gouvernement.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
La responsable de l'unité
Travaux et Milieux aquatiques



Sophie Sauvagnat

Copie : UTMA – OFB

P.J. : arrêté de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.